



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N°31 – Du 28 septembre au 5 octobre 2023

En bref

Afghanistan : L'afghani se renforce par rapport au dollar. Le secteur privé afghan et la Banque mondiale discutent des problématiques liés à l'investissement direct étranger (IDE) dans le pays.

Bangladesh : Hausse du taux directeur de la Banque centrale de 75 points à 7,25%. Révision à la baisse de la prévision de croissance de la Banque mondiale. Exportations en hausse de 9,5% au premier trimestre de l'année fiscale. Exportations en hausse de 9,5% au premier trimestre de l'année fiscale. Les prêts non-performants atteignent 10,1% des encours, en hausse de 18% en trois mois. La première version du schéma directeur pour le Bay Terminal à Chittagong est finalisée.

Bhoutan : Le Bhoutan et la Banque mondiale lancent le rapport PEFA 2023.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : La Banque mondiale maintient ses prévisions de croissance pour l'Inde à 6,3 % pour 2023-24. L'indice PMI Indien ralentit en septembre. L'Inde conserve son 40^{ème} rang au Global Innovation Index 2023. *Politique budgétaire* : Lancement d'un fonds Indo-Japonais de 600 MUSD consacré aux réductions des émissions de carbone.

Népal : Les projets indiens au Népal progressent. La Banque mondiale prévoit une amélioration de la croissance économique au Népal.

Pakistan : Le Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe (CCEAG) et le Pakistan signent un accord préliminaire en vue d'un accord de libre-échange). Préparation de l'Assemblée annuelle 2023 de la Banque mondiale à Marrakech : (i) La Banque mondiale revoit ses prévisions de croissance pour l'année budgétaire et considère que le Pakistan devra effectuer un important ajustement budgétaire. (ii) *Public Expenditure Review* « PER » 2022/2023 : recommandations de la Banque mondiale à partir de l'examen des dépenses publiques du Pakistan. L'administration fiscale a dépassé au 1^{er} trimestre son objectif de collecte malgré la baisse des taxes indirectes provenant des importations. En septembre l'indice des prix à la consommation est passé à +31,4 % en g.a. Exportations pakistanaïses : baisse de 3,78% en g.a. au cours sur le trimestre mais léger rétablissement pour la première fois depuis un an en septembre, assorti d'une atonie persistante du secteur textile. La réduction de 42% du déficit commercial au premier trimestre de l'année budgétaire 2023/2024, illustration du maintien des mesures restrictives sur les lettres de crédit ?

Sri Lanka : La Banque centrale abaisse ses taux d'intérêt de 100 pnb. Augmentation de la pauvreté. Publication du diagnostic du FMI sur la corruption.

Afghanistan

L'afghani se renforce par rapport au dollar

La Banque centrale d'Afghanistan a déclaré que la valeur de la monnaie afghane avait fortement progressé face au dollar au cours du mois dernier. En effet, on estime que la monnaie afghane s'est appréciée de 14 % l'année dernière et cette tendance semble se poursuivre.

Le porte-parole de la Banque centrale, Hassibullah Noori, considère que l'application plus efficace des politiques monétaires est l'un des facteurs de l'appréciation de la monnaie afghane par rapport aux devises étrangères, en particulier le dollar. Il a notamment déclaré qu'"actuellement, le taux de change de la monnaie afghane se situe à un niveau satisfaisant par rapport aux principales devises, en s'appréciant de jour en jour ; par rapport aux autres années, l'utilisation de la monnaie afghane dans le commerce a augmenté".

L'Union of Money Exchangers (Association des bureaux de change) souhaite que le taux de change de la monnaie afghane reste stable, que les échanges intérieurs se fassent en afghani et que le gouvernement prenne des mesures pour mettre fin aux échanges illicites de dollar, la devise américaine jouant un rôle important de monnaie parallèle.

Par ailleurs, la Chambre de commerce et d'investissement a déclaré que le maintien de la stabilité de l'afghani par rapport à d'autres devises, en particulier le dollar, jouait un effet positif sur la stabilité des prix sur le marché intérieur. En effet, l'Afghanistan étant un pays importateur, le cours de l'afghani par rapport au dollar agit directement sur l'inflation importée, notamment via les produits alimentaires que l'Afghanistan importe.

[Le secteur privé afghan et la Banque mondiale discutent des problématiques liés à l'investissement direct étranger \(IDE\) dans le pays](#)

Le secteur privé afghan et des représentants des États-Unis, du Royaume-Uni de l'Italie et de la Banque mondiale, se sont rencontrés en Turquie

pour discuter du soutien à apporter aux IDE en Afghanistan.

Les membres de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Afghanistan présents à la réunion ont demandé à la communauté internationale de lever les sanctions économiques et financières afin de faciliter les IDE en Afghanistan, et de reconnaître le gouvernement afghan. Selon eux, les problèmes du secteur privé afghan sont imputables aux sanctions étrangères. Par ailleurs, la Chambre afghane de l'Industrie et des Mines a insisté sur la nécessaire reprise des opérations de la communauté internationale dans le pays afin d'assurer son développement économique. Ahmad Sakhi Paiman, premier adjoint de la Chambre afghane de l'Industrie et des Mines affirme que si la Banque mondiale et la communauté internationale veulent atténuer la crise économique actuelle, elles doivent coopérer avec le secteur privé afghan. Le ministère de l'Economie a exhorté la Banque mondiale à reprendre ses activités en Afghanistan et à offrir des emplois aux Afghans en reprenant ses projets inachevés dans le pays. 29 projets financés par la Banque mondiale sont restés inachevés depuis la prise de pouvoir par les Talibans.

Bangladesh

Hausse du taux directeur de la Banque centrale de 75 points à 7,25%

Dans un contexte inflationniste, marqué par un taux d'inflation de 9% sur l'exercice fiscal 2022/2023, la Banque centrale a de nouveau relevé son taux directeur. Le taux de refinancement (repo rate), taux auquel les banques commerciales empruntent auprès de la Bangladesh Bank, a ainsi été augmenté de 6,50% à 7,25%. La dernière hausse remontait à juillet 2023 lorsque la Bangladesh Bank avait augmenté ce taux de 50 points. C'est le sixième relèvement de ce taux depuis mai 2022.

Dans le même temps, la Banque Centrale a élargi le corridor des taux d'intérêt des prêts des banques. Ce corridor, centré autour d'un taux de référence défini mensuellement par la Banque

centrale (SMART, ou six-month moving average rate of Treasury bill), reposera sur une marge de 3,50% au lieu de 3,00% auparavant. Ce mois-ci SMART a été fixé à 7,20%, soit un corridor de 3,7% - 10,7%.

En renchérissant les prêts et en rémunérant davantage les dépôts, la Bangladesh Bank cherche à contenir l'inflation. En septembre, l'indice des prix a légèrement fléchi à 9,63% contre 9,92% en août.

Révision à la baisse de la prévision de croissance de la Banque mondiale

À l'occasion de la publication de son « Bangladesh Development Update », la Banque mondiale vient de ramener sa prévision de croissance du Bangladesh de 6,2% à 5,6% pour l'année fiscale 2023-24. Le gouvernement conserve une cible de 7,5%. La Banque mondiale cite notamment la forte inflation, qui devrait rester élevée, les pressions sur le compte courant et le compte financier, les vulnérabilités du secteur financier et enfin les incertitudes dans la perspectives des prochaines élections générales. Le rapport fait état d'un fort ralentissement de la hausse de la consommation privée, estimée à 3,5% et 5,3% respectivement en 2022-23 et 2023-24, très en deçà de la croissance de 7,5 % enregistrée en 2021-22.

L'évolution de l'indice de la production industrielle a également ralenti, passant de 11,9 % en 2021-22 à 5,1 % en 2022-23. Cette baisse est en partie liée à la hausse des coûts des matières premières dont l'énergie, aux restrictions à l'importation, et aux perturbations sur l'alimentation en gaz et en électricité.

Exportations en hausse de 9,5% au premier trimestre de l'année fiscale

Sur la période juillet-septembre 2023, les exportations bangladaises ont atteint 13,7 Mds USD, enregistrant une hausse de 9,5% par rapport à la période correspondante de 2022. Elles sont néanmoins légèrement en deçà de la cible de 14,0 Mds USD initialement fixée.

Cette augmentation est portée par la bonne performance des vêtements en tricot (+20,0%) à

6,8 Mds USD et, dans une moindre proportion, des vêtements tissés (5,0%) à 4,9 Mds USD. Renforçant la dépendance au secteur du prêt-à-porter, tous les autres postes voient les exportations décroître : cuir (-18%), linge de maison (-46%), produits agricoles (-5%).

Les prêts non-performants atteignent 10,1% des encours, en hausse de 18% en trois mois

La Banque Centrale du Bangladesh vient de publier les statistiques afférentes aux prêts non-performants à juin 2023. Ceux-ci atteignent environ 1550 Mds BDT, soit 10,1% des prêts contre 8,8% à mars 2023.

La situation reste très hétérogène en fonction du type de banques. En mars 2023, le taux de prêts non-performants atteignait 20,0% pour les banques publiques mais 6,0% pour les banques privées et 4,9% pour les banques étrangères.

Dans le même temps, le mois de juin a vu une augmentation des dépôts historiquement haute (le deuxième record dans l'histoire du Bangladesh), avec 310 Mds BDT (2,7 Mds EUR) supplémentaires portant les dépôts totaux à 15 950 Mds BDT. Ce record s'explique en partie par la politique monétaire de la Banque centrale, par des transferts des expatriés record et par l'augmentation des taux d'intérêt.

La première version du schéma directeur pour le Bay Terminal à Chittagong est finalisée

Le gouvernement a sélectionné deux entreprises spécialisées dans les opérations portuaires, PSA (Singapour) et DP World (Émirats arabes unis) pour construire et opérer deux des trois terminaux du projet dans le cadre d'un partenariat public-privé. Le troisième terminal sera construit par la Chittagong Port Authority.

Le nouveau terminal permettra d'augmenter considérablement les capacités d'accueil du port. Le Bay Terminal pourra accueillir 50 bateaux et recevoir des navires de grande capacité. Il devrait permettre d'augmenter la capacité du port à 5 millions de conteneurs équivalents vingt pieds par an, contre 3,1 millions actuellement.

Le Port de Chittagong est de très loin le principal port du Bangladesh, assurant 92% des échanges commerciaux avec l'étranger et accueillant 98% des conteneurs.

Bhoutan

Le Bhoutan et la Banque mondiale lancent le rapport PEFA 2023

Le Bhoutan et la Banque mondiale ont conjointement lancé le 3 octobre le Rapport d'évaluation des performances des dépenses publiques et de la responsabilité financière (Public Expenditure and Financial Accountability : PEFA) 2023. Ce rapport comprend l'évaluation des performances de la gestion des finances publiques (GFP), l'évaluation des performances dans le domaine des enjeux climatiques et l'évaluation des performances en matière de genre. En lançant ce rapport, le ministère des Finances a déclaré que le Bhoutan était devenu le premier pays d'Asie du Sud et un des rares pays au monde à avoir entrepris le PEFA++. Le rapport est le résultat d'une évaluation régulière de la gestion des finances publiques reposant sur le cadre d'évaluation PEFA.

Le rapport met à jour et évalue les progrès de la gestion des finances publiques dans les agences budgétaires depuis la dernière évaluation en 2016. Il constate une amélioration dans les domaines des contrôles de l'exécution du budget, de la gestion des actifs financiers, des procédures d'endettement, de la comptabilité, de l'établissement de rapports, de la transparence et de l'audit, par rapport à la dernière évaluation. Le Bhoutan a entrepris plusieurs réformes importantes depuis 2016 comme par exemple le déploiement de paiements numériques à l'échelle du pays par le système de gestion électronique des dépenses publiques du gouvernement (e-PEMS).

Inde

Indicateurs macroéconomiques

La Banque mondiale maintient ses prévisions de croissance pour l'Inde à 6,3 % pour 2023-24

La Banque mondiale a maintenu sa prévision de croissance de l'Inde d'avril dernier à 6,3 % pour l'année 2023-24. En comparaison, la croissance indienne en 2022-23 s'est établie à 7,2 %. De son côté, la RBI prévoit une croissance de 6,5 % en 2023-2024.

La Banque mondiale a déclaré que la modération attendue s'expliquait par des conditions externes difficiles et par une dissipation des effets de demande comprimée (pent-up demand). Toutefois, l'activité du secteur des services devrait rester forte avec une croissance de 7,4 % ainsi que la croissance des investissements, à 8,9 %.

Selon la Banque, en dépit de défis mondiaux importants, l'Inde demeure l'une des économies majeures ayant enregistré la croissance la plus rapide en 2022-23, avec un taux de 7,2 % et le pays continue de faire preuve de résilience dans un contexte mondial difficile.

Le dernier rapport de la Banque sur l'Inde indique que l'inflation devrait diminuer progressivement à mesure que les prix des denrées alimentaires se normalisent et que les mesures gouvernementales visant à accroître l'offre de produits de base essentiels entrent en vigueur pour atteindre 5,9% selon les prévisions de la Banque. L'inflation effective est restée dans la fourchette, à l'exception d'une dérive en juillet et en août imputable aux prix des denrées alimentaires.

Le rapport traite également les déséquilibres du marché du travail, mentionnant que les améliorations se sont poursuivies et que les taux de chômage ont baissé de manière significative pour les hommes et les jeunes. Cependant, selon Auguste Tano Kouame, directeur national de la Banque Mondiale en Inde, pour que l'Inde devienne un pays à revenu élevé, il est crucial que

le taux d'activité des femmes, d'environ 25%, augmente.

La Banque mondiale observe par ailleurs que les difficultés mondiales continueront à persister et à s'intensifier en raison du niveau élevé des taux d'intérêt mondiaux, des tensions géopolitiques et de la faible demande mondiale.

Enfin, elle s'attend à ce que l'assainissement budgétaire se poursuive durant l'année en cours, le déficit budgétaire du gouvernement central revenant de 6,4 % à 5,9 % du PIB, en ligne avec les évolutions envisagées par le gouvernement indien.

L'indice PMI Indien ralentit en septembre

L'activité manufacturière en Inde reste stimulée par une forte demande, bien que l'activité des usines ait connu son rythme d'expansion le plus lent en cinq mois en septembre. En effet, l'indice Purchasing Managers' Index (PMI), mesurant la santé économique des secteurs de l'industrie manufacturière et des services est tombé à 57,5 en septembre, contre 58,6 en août.

Le niveau de l'indice PMI reste toutefois au-dessus de la barre des 50 pour le 27ème mois consécutif. Ces légers signes de ralentissement en septembre s'expliquent principalement par une augmentation plus faible des nouvelles commandes, qui a tempéré la croissance de la production. Néanmoins, la demande et la production (offre) continuent d'enregistrer des hausses significatives.

En outre, la confiance des entreprises insufflée par la demande a poussé les entreprises à embaucher davantage, l'indice de l'emploi atteignant son niveau le plus élevé depuis novembre. De plus, la forte demande a incité les entreprises à augmenter leurs prix de vente, ce qui laisse augurer une recrudescence des tensions inflationnistes.

L'Inde conserve son 40ème rang au Global Innovation Index 2023

L'Inde a conservé sa 40ème place sur 132 économies au classement de l'Indice Mondial de l'Innovation 2023 publié par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI). Le

pays a progressé de 26 places au cours de la dernière décennie.

Le classement est dominé par la Suisse, suivie de la Suède et des États-Unis. Mise à part l'Inde, seules quatre autres économies émergentes figurent parmi les 40 premières, à savoir la Chine (12e), la Malaisie (36e), la Bulgarie (38e) et la Turquie (39e).

Par ailleurs, cinq économies accueillent à elles seules 80 % des licornes dans le monde : les États-Unis (54 %), la Chine (14 %), l'Inde (6 %), le Royaume-Uni (4 %) et l'Allemagne (2 %). Sur une valorisation totale des licornes de 3 800 Mds USD en 2023, les licornes américaines représentaient 2 000 Mds USD, suivies par la Chine avec 736 Mds USD et par l'Inde avec 193 Mds USD.

Hormis les infrastructures, l'Inde a été la plus performante pour tous les autres critères dans la région de l'Asie centrale et du Sud. En ce qui concerne le capital humain et la recherche, elle occupe la 48ème place, la 57ème place pour la sophistication des entreprises et la 22ème place pour les résultats en matière de connaissances et de technologies.

L'indice note par ailleurs qu'il est devenu de plus en plus coûteux de respecter la loi de Moore (qui prévoit un doublement de la vitesse et de la capacité des puces informatiques tous les 18 à 24 mois). Les usines conçues pour produire des puces avancées représentent un investissement supérieur à 20 Mds USD. Dans ce contexte, les dépenses relativement faibles de l'Inde en matière de recherche et de développement sont lourdes de conséquences pour sa compétitivité à long terme.

Enfin, par rapport aux 24 S&T clusters (centres de technologie et sciences) de la Chine et aux 21 S&T des États-Unis, seuls 4 S&T clusters indiens figurent parmi les cent plus importants du monde.

Politique budgétaire

Lancement d'un fonds Indo-Japonais de 600 MUSD consacré aux réductions des émissions de carbone

Le Fonds national d'investissement et d'infrastructure (NIIF) a mis en œuvre une collaboration avec la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC), en vue de lancer un fonds Inde-Japon (IJF) de 600 MUSD, dont les investisseurs seront la JBIC et le gouvernement indien. Cette initiative conjointe marque une étape importante du partenariat entre les deux pays dans le domaine du climat et de l'environnement, qui constitue une priorité commune. En effet, ce fonds se concentrera sur l'investissement dans des projets durables sur le plan environnemental et permettant de réduire les émissions de carbone. L'initiative vise également à accroître les investissements japonais en Inde.

Pour le NIIF, il s'agit de son premier fonds bilatéral, le gouvernement indien contribuant à hauteur de 49 % et la JBIC à hauteur de 51 %. Le fonds sera géré conjointement par le NIIF et JBIC IG, une filiale de JBIC. Au début du mois d'août, la ministre des Finances, Nirmala Sitharaman, a invité la JBIC à s'engager activement aux côtés du NIIF, évoquant les immenses possibilités d'investissement dans le pays.

La création de ce fonds s'inscrit par ailleurs dans la continuité de l'objectif japonais de fournir 5 000 milliards de yens (42 Mds USD) d'investissements publics-privés et de prêts à l'Inde au cours des cinq prochaines années. Cet objectif avait été fixé par les deux pays lors de la visite du Premier ministre Kishida Fumio en Inde en mars de l'année dernière.

Népal

Les projets indiens au Népal progressent

Le Premier ministre népalais Pushpa Kamal Dahal dit "Prachanda" s'est rendu en Chine à la fin du mois dernier et aurait obtenu une promesse de financement pour douze projets, alors même que les projets prévus dans le cadre de l'initiative chinoise Belt and Road Initiative (BRI) au Népal n'ont guère progressé. Il a déclaré que des discussions avaient porté sur la construction

d'une ligne de transmission dans la région frontalière du nord, l'installation de centrales solaires le long de la frontière, la construction de diverses routes et l'expansion de la coopération dans les secteurs de la santé et de l'agriculture.

Le Népal a signé l'accord BRI avec la Chine en 2017. Cependant, le pays n'a pas encore récolté les fruits de l'accord et la plupart des projets n'ont pas vu le jour, bien que certains dirigeants népalais aient cherché à obtenir des fonds chinois pour réduire leur dépendance à l'égard de l'Inde. En effet, depuis 2018, y compris pendant la pandémie de Covid-19, des projets soutenus par l'Inde ont été achevés ou sont sur le point de l'être. Des postes de contrôle frontaliers aux services de santé en passant par les liaisons route-rail et les projets énergétiques, l'Inde a lancé des projets dans de nombreux secteurs au Népal. Au total, l'Inde aurait octroyé au Népal pour 63 Mds USD de financements sous forme de subventions selon le média indien The Economic Times.

Les projets financés par l'Inde qui ont été achevés comprennent des postes de contrôle intégrés à Birgunj et Biratnagar ; l'oléoduc Motihari-Amlekhgunj ; le projet de routes du Terai ; et la liaison ferroviaire Jayanagar-Kurtha-Bijalpura-Bardibas, dont deux phases ont été achevées alors que les travaux de la troisième phase se poursuivent. Parmi les autres projets soutenus par l'Inde au Népal figurent la liaison ferroviaire Jogbani-Biratnagar, le projet hydroélectrique Arun-III de 900 MW et des travaux de reconstruction après le tremblement de terre dans les secteurs du logement, de l'éducation et du patrimoine culturel.

La Banque mondiale prévoit une amélioration de la croissance économique au Népal

Dans son rapport intitulé "Nepal Development Update", publié le 3 octobre, la Banque mondiale a prévu une amélioration de la croissance économique du Népal dans les années à venir, la croissance devant rebondir à 3,9 % en 2024 et à 5,0 % l'année suivante. Cette hausse s'expliquerait notamment par l'impact de la levée des restrictions à l'importation et par l'assouplissement progressif de la politique monétaire. Toutefois, la banque prévient que

l'inflation devrait rester élevée et peser sur le revenu disponible des ménages et sur la consommation privée.

La Banque mondiale précise aussi que le ralentissement de la croissance népalaise depuis 2020 est lié au resserrement monétaire et aux effets des restrictions à l'importation. La Banque ajoute que l'activité économique a été particulièrement faible dans les secteurs de l'industrie et des services, tandis que la production agricole a davantage résisté. Il est mentionné dans le rapport que l'inflation a augmenté pour la troisième année consécutive en 2023, et que la hausse a été généralisée. En effet, les prix des denrées alimentaires ont augmenté en raison de chocs au niveau de l'offre. Les prix des produits non alimentaires ont été poussés par la hausse des prix du logement et des services publics. La persistance d'une inflation élevée prévient la mise en place de politiques visant à stimuler la croissance tout en limitant les déséquilibres extérieurs. De plus, les politiques nationales et les mesures de restriction commerciale de l'Inde ont entraîné une forte réduction des importations de biens. La contraction des importations, consécutive au contingentement, a entraîné une forte baisse des recettes fiscales, car plus de la moitié des recettes totales sont liées aux échanges extérieurs. Les dépenses s'étant contractées beaucoup plus lentement que les recettes, le déficit budgétaire a presque doublé pour atteindre 6,1 % du PIB, soit le déficit le plus élevé enregistré depuis plus de vingt ans.

Pakistan

Le Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe (CCEAG) et le Pakistan signent un « accord préliminaire » en vue d'un accord de libre-échange.

Un projet d'accord de libre-échange (ALE) entre le CCEAG et le Pakistan a été signé le 28 septembre à Riyad par le secrétaire général du CCEAG Jassim Mohammed Al-Budaiwi, et le Dr Jawhar Ijaz, le ministre de transition pakistanais

du Commerce. Ce projet déjà endossé par le Pakistan va être étudié dans les six capitales des pays du CCEAG.

« L'accord préliminaire » vient clore cinq cycles de négociations (2004, 2006, 2008, 2017, 2022) qui ont été initiés il y a 19 ans (le CCEAG et le Pakistan avaient signé un accord-cadre lançant les discussions officielles en août 2004). Un premier projet d'ALE avait été présenté par les deux parties en mars 2017 à leurs autorités compétentes, mais certains pays du CCEAG avaient bloqué l'accord en août de la même année pour des raisons non spécifiées. On notera à cet égard que ni les détails techniques de l'accord, ni les positions des différents pays sur les clauses proposées n'ont été rendues publiques.

Les négociations avaient repris en mai et juin 2022, sans résultats décisifs. Le quotidien saoudien « Arab News » indique que l'intérêt porté par les Etats du CCEAG pour le nouveau cadre de l'investissement porté par l'organe civilo-militaire « SIFC -Special Investment Facilitation Council » a de facto relancé le besoin d'un ALE (de manière implicite, en raison d'une clause sur la protection de l'investissement et sur le rapatriement des capitaux).

Selon le Dr Jawhar Ijaz, « l'ALE préliminaire s'inscrit dans le plan d'action conjoint entre le CCEAG et le Pakistan pour le dialogue stratégique (2022-26) annoncé en janvier 2022. Le projet d'accord de libre-échange est le plus complet et le plus moderne que le Pakistan ait jamais signé avec un autre pays. Il englobe non seulement le commerce des marchandises, mais aussi le commerce des services, y compris le commerce numérique, les droits de propriété intellectuelle, le tourisme et la sécurité. » Le ministre de transition a ajouté qu'un grand nombre de MoU entre les deux parties étaient en préparation afin de concrétiser les projets d'investissements des pays du CCEAG au Pakistan et que le premier qui sortirait serait dans le secteur de l'agriculture.

Préparation de l'Assemblée annuelle 2023 de la Banque mondiale à Marrakech :

(i) La Banque mondiale revoit ses prévisions de croissance pour l'année budgétaire et considère que le Pakistan devra effectuer un important ajustement budgétaire.

La Banque mondiale estime dans son rapport intitulé "Pakistan Development Update: Restoring Fiscal Sustainability" (« Rétablir la viabilité budgétaire ») que la croissance pour l'année 2023/2024 devrait s'établir à 1,7% après une baisse de -0,6% en 2022/2023 (la prévision officielle s'établissait à +3,5 % au moment du vote de la loi de Finances, une prévision révisée de la Banque centrale pakistanaise entre +2 et +3% et une prévision de la BASD à 1,9%). La Banque mondiale estime que, dans le cadre de la loi de Finances votée à la fin juin, du fait de la plus faible croissance et, dans le cas où le Pakistan appliquerait la discipline budgétaire à laquelle il s'est engagé, le déficit primaire devrait se situer à -0,4 % du PIB (dans l'accord de confirmation avec le FMI de la mi-juillet dernier, le Pakistan s'était engagé à enregistrer un excédent primaire de 0,4 %). La Banque estime que le Pakistan doit maintenir la stabilité macroéconomique en s'inscrivant en conformité avec l'accord contracté avec le FMI qui consiste dans une réduction des subventions, un dosage cohérent des politiques budgétaire (passant par la rationalisation des dépenses afin de réduire le déficit budgétaire) et monétaire/de change, le taux de change devant notamment être déterminé par le marché.

La Banque mondiale précise que la crise économique résulte pour partie des incertitudes politiques pakistanaïses qui doivent être réduites. Pour la Banque mondiale, le gouvernement de transition devrait augmenter ses recettes fiscales, mais elle note que le Pakistan ne dispose pas d'un « consensus des élites » allant dans ce sens. Dans cette situation, afin d'éviter le creusement du déficit budgétaire, le Pakistan devrait réduire ses dépenses budgétaires de 4% du PIB, soit un peu moins de 40% du budget. La Banque mondiale met par ailleurs en garde Islamabad contre l'augmentation du fardeau de la dette et de la dette publique garantie par l'État qui pourrait atteindre 89,3 % du PIB d'ici la fin de l'année budgétaire 2025/2026 (elle considère que la

dette pakistanaïse est très vulnérable à l'évolution du taux directeur de la FED aux États-Unis et aux variations de taux de change) et exclut l'hypothèse d'une restructuration de la dette pakistanaïse, considérant que le Pakistan devrait plutôt intégrer la catégorie des pays pauvres très endettés (PPTÉ).

(ii) *Public Expenditure Review* « PER » 2022/2023 : Recommandations de la Banque mondiale à partir de l'examen des dépenses publiques du Pakistan

De la revue des dépenses publiques de la Banque mondiale, il ressort que le gouvernement pourrait économiser 2 723 Mds PKR (9,65 Mds USD), soit 4,07 % du PIB, (i) en réduisant les subventions dans le secteur électrique, (ii) en révisant certains budgets affectés par l'État central aux provinces, (iii) en supprimant au niveau fédéral la Commission de l'enseignement supérieur (« HEC ») et la Commission nationale des droits de l'homme (« NCHD ») qui font double emploi avec les actions menées par les provinces, (iv) en réduisant l'enveloppe du PSDP - Programme d'investissements du secteur public- (3% du PIB de dépenses prévues pour l'année budgétaire 2023/2024), (v) en adoptant le compte unique du Trésor (nota : compte parallèle, non voté par le Parlement, pour certaines dépenses militaires) ; (vi) ainsi qu'en prenant des mesures pour augmenter la TVA non-récupérable (« GST »), l'IRPP et en imposant une nouvelle augmentation des droits d'accise sur les cigarettes.

Le « PER » de la Banque mondiale considère également que si le gouvernement supprime les exonérations de TVA non remboursable et le régime fiscal préférentiel pour les exportateurs pakistanaïses, le pays serait susceptible d'augmenter ses recettes de 15 %. Si les exonérations à la TVA non-récupérable (notamment dans le secteur des petits commerces et artisans) était éliminée, le Pakistan pourrait quasiment doubler de 3,3% à 6,53 % du PIB ses revenus indirects (hors revenus indirects issus de la TVA non-récupérable sur les importations).

L'administration fiscale (FBR, *Federal Board of Revenue*) a dépassé au 1^{er} trimestre son objectif de collecte malgré la baisse des taxes indirectes provenant des importations.

Le FBR a perçu 2,04 Mds PKR de revenus au cours du premier trimestre de l'année budgétaire 2023/2024 par rapport à un objectif assigné de 1,97 Md PKR pour la période, dépassant ainsi l'objectif de 63 Mds PKR. La TVA non-récupérable sur les produits importés est en baisse (254 Mds PKR en septembre contre 299 Mds PKR en août). Mais ce phénomène a été toutefois largement compensé grâce à la TVA non-récupérable perçue sur les factures d'électricité, de gaz et de carburants. Par ailleurs, la FBR a pu combler le déficit de 45 Mds PKR grâce à l'IRPP perçu directement sur les salaires.

En septembre l'indice des prix à la consommation est passé à +31,4 % en g.a.

L'inflation des denrées alimentaires est restée élevée à 33,1 %, avec une augmentation en g.a. de 38,4 % pour les denrées non périssables et de 4,37 % pour les denrées périssables. L'inflation annuelle dans les zones urbaines a été plus faible (29,7%) que dans les zones rurales (33,9 %). Selon des analystes, cela tient au fait qu'en zone urbaine, l'augmentation des loyers et des prix de l'immobilier de la population la plus modeste a été contenue. Le rapport mensuel du ministère des Finances considère que l'inflation devrait osciller entre 29 et 31 % en octobre du fait de l'augmentation du prix de l'énergie. Selon la même source, l'inflation ne devrait commencer à baisser qu'au deuxième semestre de l'année budgétaire pour atteindre 26 à 27 % en juin 2024. Le « *Pakistan Development Update: Restoring Fiscal Sustainability* » de la Banque mondiale estime que l'inflation pourrait atteindre 26,5 % d'ici la fin de l'année budgétaire en cours.

Exportations pakistanaises : baisse de 3,78% en g.a. au cours sur le trimestre mais léger rétablissement pour la première fois depuis un an en septembre, assorti d'une atonie persistante du secteur textile.

En septembre, les exportations de marchandises du Pakistan ont enregistré une croissance modeste de 1,15% en g.a., inversant la tendance après douze mois consécutifs de contraction. Par rapport à août, les recettes d'exportation ont augmenté de 4,18 % pour atteindre 2,465 Mds USD en septembre. En revanche, les résultats trimestriels des exportations de marchandises au cours du premier trimestre (juillet à septembre) ont diminué de 3,78 % pour atteindre 6,89 Mds USD cette année contre 7,17 Mds USD au cours de la période correspondante de l'année dernière. La modeste croissance des exportations en septembre reflète essentiellement la reprise des commandes d'acheteurs internationaux dans le secteur du riz basmati, la filière cuir, les articles de sports et les produits pharmaceutiques après des mois de marasme. En revanche, le secteur du textile ne se relève toujours pas : 1 600 usines textiles ont été fermées au cours des 16 derniers mois, ce qui représente 500 000 emplois directs. La chaîne de valeur du secteur (égrenage, tissage, filature, transformation et production de vêtements) a perdu sur la période 20 % de la capacité totale installée dans le secteur du textile et de l'habillement et la baisse des exportations de ce secteur en g.a. a été de 12% en septembre (-8% par rapport à août 2023).

La réduction de 42% du déficit commercial au premier trimestre de l'année budgétaire 2023/2024, une illustration du maintien des mesures restrictives sur les lettres de crédit ?

Selon le *Pakistan Bureau of Statistics* (PBS), le déficit commercial du Pakistan s'est contracté de 42 % en g.a. pour s'établir à 5,3 Mds USD au premier trimestre de l'exercice, principalement en raison d'une baisse importante des importations, les exportateurs textiles du pays n'ayant pu tirer pleinement partie de la dépréciation de la roupie au cours des deux premiers mois de l'année budgétaire. Au cours de cette période, le Pakistan a importé pour 12,2 Mds USD de marchandises, soit une diminution de 4,1 Mds USD (-25% par rapport à la même période l'an dernier). Les importations au cours du premier trimestre ne représentaient que le

cinquième de la projection annuelle de 58,7 Mds USD.

La réduction du déficit commercial a atténué la pression sur les réserves de change, qui ont toutefois baissé de plus de 1 Md USD depuis l'accord avec le FMI à la mi-juillet. Alors que l'on s'attendait à une augmentation des importations après l'annonce par la Banque centrale en juillet de la levée des restrictions sur les lettres de crédit (L/C) délivrées par le système bancaire conformément à l'accord avec le FMI, il semble, d'après certaines entreprises que la politique d'encadrement de l'émission des L/C soit maintenue.

Sri Lanka

La Banque centrale abaisse ses taux d'intérêt de 100 pdb

Le Conseil de la politique monétaire qui s'est tenu le 4 octobre 2023 a décidé de réduire le taux de la facilité permanente de dépôt (SDFR) et le taux de la facilité permanente de prêt (SLFR) de la Banque centrale de 100 points de base à 10% et 11% respectivement. La Banque centrale poursuit ainsi sa politique de baisse des taux initiée le 1er juin dernier. Depuis cette date, les taux ont baissé à trois reprises d'un montant total de 550 points de base. Cette décision s'explique par la poursuite de la baisse de l'inflation qui s'est élevée 1,3% en septembre 2023 en glissement annuel. Selon la Banque centrale, l'inflation devrait repartir à la hausse au cours des prochains mois compte tenu de la dissipation de l'effet de base pour se stabiliser autour de 5%. La Banque centrale table sur cette nouvelle baisse de ses taux directeurs pour accélérer l'ajustement à la baisse des taux d'intérêt du marché et relancer l'activité alors que le PIB s'est contracté de 7,9% au cours du 1er semestre. Dans son annonce, la Banque centrale a invité le secteur financier à répercuter les avantages de l'assouplissement continu des conditions monétaires sur les particuliers et les entreprises de manière adéquate et rapide. En effet, en dépit du recul des taux d'intérêt sur les

prêts, de 24,18% en août 2022 à 17,89% en août 2023, leur niveau reste encore trop élevé. De ce fait, selon les dernières données disponibles, en juillet 2023, les crédits bancaires au secteur privé affichaient une baisse de 7,6% par rapport à juillet 2022. En août dernier, compte tenu d'un niveau de taux d'intérêt bancaires jugé excessif par la Banque centrale, cette dernière a imposé des plafonds sur certaines catégories de prêts. En outre, des lignes directrices ont été mises en place afin d'induire un ajustement à la baisse des taux d'intérêt du marché sur les prêts et avances en roupies.

Augmentation de la pauvreté

Selon la Banque mondiale, la pauvreté dont le taux a doublé entre 2021 et 2022 passant de 13,1 à 25% (part de la population vivant avec moins de 3,65 USD par jour en parité de pouvoir d'achat) devrait encore augmenter en 2023, bien qu'à un rythme plus lent, pour atteindre 27,9% de la population. En 2022, les ménages ont été touchés sur plusieurs fronts : inflation élevée, baisse des envois de fonds des travailleurs émigrés et enfin contraction de l'emploi salarié dans les services et l'industrie (poussant les travailleurs vers des emplois agricoles moins bien rémunérés, alors que les revenus de l'agriculture chutaient en raison de l'interdiction des importations d'engrais). Face à la baisse des revenus, de nombreux ménages se sont tournés vers des mécanismes d'adaptation, qui ont détérioré les résultats de Sri Lanka en matière de capital humain et accru l'insécurité alimentaire, la malnutrition et les retards de croissance. Les données les plus récentes montrent que 16,2 % des enfants de moins de cinq ans souffraient d'insuffisance pondérale en juin 2023, contre 14 % en juin 2022. La proportion de femmes enceintes souffrant d'anémie est passée de 13,3 % à 16,2 % au cours de la même période. Les inégalités ont augmenté de 2 points selon l'indice de Gini entre 2019 et 2022.

Publication du diagnostic du FMI sur la corruption

A la demande des autorités sri lankaises, les services du FMI ont effectué un diagnostic des

fragilités de la gouvernance et des vulnérabilités à la corruption susceptibles d'empêcher le Sri Lanka d'atteindre les objectifs du programme de réformes en cours. L'évaluation du FMI a révélé des fragilités de gouvernance et des vulnérabilités en matière de corruption jugées systématiques et graves dans l'ensemble des fonctions de l'État, avec un impact macroéconomique, en particulier dans les domaines suivants : crédibilité du budget, contrôle des dépenses, investissements publics, marchés publics, gestion et contrôle des entreprises publiques, transparence de la politique fiscale et intégrité de l'administration fiscale, gouvernance et cadre juridique de la Banque centrale, application des réglementations du secteur financier, clarté et sécurité de la propriété foncière et enfin, intégrité du

secteur judiciaire. Selon le FMI, les vulnérabilités en matière de corruption sont exacerbées par la faiblesse des institutions de contrôle, notamment la

Commission chargée d'enquêter sur les allégations de corruption (CIABOC), qui n'a ni l'autorité ni les compétences nécessaires pour

remplir ses fonctions avec succès. Le Rapport met l'accent sur les mesures immédiates et à court terme visant à résoudre les principaux problèmes de corruption, ainsi que sur des réformes structurelles qui nécessitent plus de temps et de ressources, mais qui sont essentielles pour renforcer la gouvernance et initier un changement durable. Le Rapport fournit une liste de seize recommandations prioritaires parmi lesquelles on peut citer : la publication d'ici juillet 2024 des déclarations de patrimoine des hauts fonctionnaires et des responsables politiques (Président, Premier ministre, ministres...) sur un site internet désigné, conformément à la législation anticorruption, la promulgation d'une loi sur les marchés publics qui reflète les bonnes pratiques internationales avant décembre 2024, l'établissement d'un cadastre numérique en ligne, l'abolition ou la suspension de l'application de la loi sur les projets de développement stratégique jusqu'à la promulgation d'une procédure explicite et transparente pour l'évaluation des propositions et de leurs coûts.



Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Négative	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international